

No. 44910. Multilateral

CONVENTION ON THE RIGHTS OF PERSONS WITH DISABILITIES. NEW YORK, 13 DECEMBER 2006 [*United Nations, Treaty Series, vol. 2515, I-44910.*]

ACCESSION

State of Palestine

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 2 April 2014

Date of effect: 2 May 2014

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 2 April 2014

ACCESSION

Switzerland

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 April 2014

Date of effect: 15 May 2014

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 April 2014

OBJECTION TO THE DECLARATION MADE BY THE ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN UPON ACCESSION

Switzerland

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 15 April 2014

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 15 April 2014

N° 44910. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES. NEW YORK, 13 DÉCEMBRE 2006 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 2515, I-44910.*]

ADHÉSION

État de Palestine

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 2 avril 2014

Date de prise d'effet : 2 mai 2014

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 2 avril 2014

ADHÉSION

Suisse

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 avril 2014

Date de prise d'effet : 15 mai 2014

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 15 avril 2014

OBJECTION À LA DÉCLARATION FORMULÉE PAR LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN LORS DE L'ADHÉSION

Suisse

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 15 avril 2014

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 15 avril 2014

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« À l'égard de la déclaration formulée par la République islamique d'Iran lors de l'adhésion:

Le Conseil fédéral suisse a examiné la déclaration formulée par le Gouvernement de la République islamique d'Iran lors de son adhésion à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le Conseil fédéral suisse rappelle qu'indépendamment de l'appellation qui lui est donnée, une déclaration constitue une réserve si elle exclut ou modifie l'effet juridique de certaines dispositions du traité auquel elle se rapporte. Le Conseil fédéral suisse considère qu'en substance, la déclaration de la République islamique d'Iran constitue une réserve à la Convention.

Le Conseil fédéral suisse estime que la réserve émise donne prééminence aux règles de la République islamique d'Iran sur la Convention. Le Conseil fédéral suisse est d'avis que ladite réserve ne précise pas clairement la portée de la dérogation, dans la mesure où elle ne précise ni les dispositions de la Convention qui sont visées, ni les règles de droit interne que la République islamique d'Iran entend faire privilégier. En conséquence, la réserve est incompatible avec l'objet et le but de la Convention et dès lors inadmissible conformément à l'article 46, paragraphe 1, de la Convention.

Il est dans l'intérêt commun des Etats que les instruments auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés dans leur objet et dans leur but par toutes les parties et que les Etats soient prêts à modifier leur législation pour s'acquitter de leurs obligations conventionnelles.

Le Conseil fédéral suisse fait objection à la réserve de la République islamique d'Iran. Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention, dans son intégralité, entre la République islamique d'Iran et la Suisse. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

With regard to the declaration made by the Islamic Republic of Iran upon accession:

The Swiss Federal Council has examined the declaration made by the Government of the Islamic Republic of Iran upon accession to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

The Swiss Federal Council recalls that irrespective of the label given to it, a declaration constitutes a reservation if it excludes or modifies the legal effect of certain provisions of the treaty to which it relates. The Swiss Federal Council is of the opinion that, in substance, the declaration of the Islamic Republic of Iran constitutes a reservation to the Convention.

The Swiss Federal Council believes that the reservation formulated gives precedence to the rules of the Islamic Republic of Iran over the Convention. The Swiss Federal Council is of the view that this reservation does not clearly specify the extent of the derogation, in that it does not specify either the provisions of the Convention concerned or the rules of domestic law which the Islamic Republic of Iran intends to favour. Accordingly, the reservation is incompatible with the object and purpose of the Convention and is not permissible under article 46, paragraph 1, of the Convention.

It is in the common interest of States that the object and purpose of the instruments to which they choose to become parties be respected by all parties thereto, and that States be prepared to amend their legislation in order to fulfil their treaty obligations.

The Swiss Federal Council objects to the reservation of the Islamic Republic of Iran. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention, in its entirety, between the Islamic Republic of Iran and Switzerland.

OBJECTION TO THE RESERVATION MADE BY
EL SALVADOR UPON SIGNATURE AND
CONFIRMED UPON ITS RATIFICATION

Switzerland

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 15 April
2014*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 15 April 2014*

OBJECTION À LA RÉSERVE FORMULÉE PAR
EL SALVADOR LORS DE LA SIGNATURE ET
CONFIRMÉE LORS DE LA RATIFICATION

Suisse

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 15 avril 2014*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 15 avril 2014*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« À l'égard de la réserve formulée par la République d'El Salvador lors de la signature et confirmée lors de la ratification:

Le Conseil fédéral suisse a examiné la réserve formulée par le Gouvernement de la République d'El Salvador lors de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Le Conseil fédéral suisse estime que la réserve émise donne prééminence à la Constitution de la République d'El Salvador sur la Convention. Le Conseil fédéral suisse est d'avis que ladite réserve ne précise pas clairement la portée de la dérogation. En conséquence la réserve est incompatible avec l'objet et le but de la Convention et dès lors inadmissible conformément à l'article 46, paragraphe 1, de la Convention.

Il est dans l'intérêt commun des Etats que les instruments auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés dans leur objet et dans leur but par toutes les parties et que les Etats soient prêts à modifier leur législation pour s'acquitter de leurs obligations conventionnelles.

Le Conseil fédéral suisse fait objection à la réserve de la République d'El Salvador. Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention, dans son intégralité, entre la République d'El Salvador et la Suisse. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

With respect to the reservation by the Republic of El Salvador made upon signature and confirmed upon ratification:

The Swiss Federal Council has examined the reservation made by the Government of the Republic of El Salvador upon ratification of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

The Swiss Federal Council believes that the reservation made gives precedence to the Constitution of the Republic of El Salvador over the Convention. The Swiss Federal Council is of the view that the reservation does not clearly specify the extent of the derogation. Accordingly, the reservation is incompatible with the object and purpose of the Convention and is not permissible under article 46, paragraph 1, of the Convention.

It is in the common interest of States that the object and purpose of the instruments to which they choose to become parties be respected by all parties thereto, and that States be prepared to amend their legislation in order to fulfil their treaty obligations.

The Swiss Federal Council objects to the reservation of the Republic of El Salvador. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention, in its entirety, between the Republic of El Salvador and Switzerland.

OBJECTION TO THE RESERVATION MADE BY
MALAYSIA UPON RATIFICATION

Switzerland

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 15 April
2014*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 15 April 2014*

OBJECTION À LA RÉSERVE FORMULÉE PAR LA
MALAISIE LORS DE LA RATIFICATION

Suisse

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 15 avril 2014*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 15 avril 2014*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« À l'égard de la réserve formulée par la Malaisie lors de la ratification:

Le Conseil fédéral suisse a examiné la réserve formulée par le Gouvernement de la Malaisie lors de la ratification de la Convention sur les droits des personnes handicapées.

Le Conseil fédéral suisse considère que la réserve spécifique relative à l'article 15 touche à une garantie juridique fondamentale dont bénéficient les personnes handicapées. En conséquence la réserve à l'article 15 est incompatible avec l'objet et le but de la Convention et dès lors inadmissible conformément à l'article 46, paragraphe 1, de la Convention.

Il est dans l'intérêt commun des Etats que les instruments auxquels ils ont choisi de devenir parties soient respectés dans leur objet et dans leur but par toutes les parties et que les Etats soient prêts à modifier leur législation pour s'acquitter de leurs obligations conventionnelles.

Le Conseil fédéral suisse fait objection à la réserve de la Malaisie. Cette objection ne fait pas obstacle à l'entrée en vigueur de la Convention, dans son intégralité, entre la Malaisie et la Suisse. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

With regard to the reservation made by Malaysia upon ratification:

The Swiss Federal Council has examined the reservation made by the Government of Malaysia upon ratification of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

The Swiss Federal Council believes that the specific reservation to article 15 concerns a fundamental legal guarantee enjoyed by persons with disabilities. Accordingly, the reservation to article 15 is incompatible with the object and purpose of the Convention and is not permissible under article 46, paragraph 1, of the Convention.

It is in the common interest of States that the object and purpose of the instruments to which they choose to become parties be respected by all parties thereto, and that States be prepared to amend their legislation in order to fulfil their treaty obligations.

The Swiss Federal Council objects to the reservation of Malaysia. This objection shall not preclude the entry into force of the Convention, in its entirety, between Malaysia and Switzerland.